

AKTUELL

VISION ECO2050

De l'audace ?

Raymond Klein

Avenir économique, contraintes écologiques, compensations sociales – l'approche multidimensionnelle du débat d'avenir dans le cadre d'ECO2050 peine à trouver un juste équilibre.

Peut-on contenter tout le monde ? Oui, du moins sur le papier. C'est ce qu'a illustré la présentation des « dix briques » de la « vision ECO2050 », un projet du ministère de l'Économie (luxstrategie.gouvernement.lu). Dans la trentaine de diapositives projetées lundi dernier à la Maison du savoir de Belval, tout le monde peut trouver son compte : opportunités pour les entreprises et les salarié-es, transitions écologique et sociale, décarbonation et geoengineering, merveilles technologiques et sobriété... Cette présentation, sur quatre heures et avec plusieurs panels, doit donc plutôt être jugée sur les sujets repris ensuite par les intervenant-es. Pas sûr alors qu'en fin de compte tout le monde soit content.

Pourtant, la première intervention allait dans la direction d'une approche fortement intégrée. L'universitaire français Pierre Veltz, en vidéoconférence sur l'écran géant du grand auditoire, a commencé en félicitant l'équipe du projet ECO2050 d'avoir combiné les aspects économiques, géopolitiques, sociaux et environnementaux – « par le passé, ce type d'analyse prospective aurait mis au centre l'attractivité économique ». Face à la crise écologique (« existentielle ! ») et aux besoins d'investissements, Veltz a prôné un réformisme radical, mettant en œuvre les solutions existantes de manière pragmatique mais conséquente. L'économiste n'a pas appelé à la décroissance, mais bien à la sobriété, parce que « l'efficacité ne suffira pas ». Il a également souligné l'importance de gérer l'impact social de la transition écologique, avec un réaménagement socioéconomique et territorial conduisant à une sobriété « systémique » plutôt qu'individuelle.

Le réaménagement territorial est un des grands leviers d'une transition réussie du Luxembourg, comme l'illustre une étude récente du think tank Idea (woxx 1726). Cela inclut une coopération et des investissements transfrontaliers – un sujet délaissé par le gouvernement, mais aussi par ECO2050. Par contre, les « briques » pour construire la transition grand-ducale énoncent des idées telles que « renouveler la production nationale » ou « investir dans la redondance critique » (des infrastructures nationales). On y trouve aussi l'as-

piration à « concilier les transitions digitale, écologique et sociale » – un sujet qui aurait dû se trouver au centre des débats de la journée. Il n'en a rien été – les intervenant-es se sont contenté-es de donner de petits exemples idylliques de la transition « qui est déjà en cours », ou ont souligné le potentiel win-win-win des nouvelles technologies.

Ministre sans écho

Or, le terme « concilier » suggère correctement que les processus de transition comportent une dimension conflictuelle. Une des utilités des événements organisés autour du processus ECO2050, comme auparavant autour du processus Rifkin, est de pouvoir expliciter et concrétiser les conflits afin de les anticiper. En 2017, le processus Rifkin avait rapidement été noyauté par le lobby économique et réduit à un discours win-win-win technocratique. Les syndicats avaient peu participé, puis s'étaient retirés, tandis qu'une partie de la mouvance environnementaliste avait continué à participer avec enthousiasme pendant quelque temps encore. Six ans plus tard, lors de la présentation de lundi, on a dénombré quelques environnementalistes parmi le public, tandis que les syndicats semblent se désintéresser complètement du processus.

Cela explique peut-être que, lors des débats, on a largement insisté sur les opportunités pour les entreprises et sur la volonté de tourner les résultats du processus d'anticipation en « avantage économique comparatif », mais délaissé les aspects sociaux des transitions à venir. Pourtant, avant même l'intervention holistique de Pierre Veltz, le ministre de l'Économie avait plaidé pour inscrire le projet économique dans un projet de société. « Il faudra offrir une perspective en termes de bien-être aux gens, sinon le projet de verdissement et de décarbonation se heurtera à une réaction conservatrice, déjà observable ailleurs en Europe », avait mis en garde Franz Fayot. Si son intervention n'a pas suffi à intensifier le débat sur la dimension sociale, il reste que l'approche multidimensionnelle d'ECO2050 a le mérite d'exister, dans un contexte politique où la justice sociale, comme le développement durable, sont souvent traités comme un luxe.

SHORT NEWS

Le logement : droit humain ou objet de spéculation ?

(fg) – À qui appartiennent nos villes ? C'est la question à laquelle répondra une conférence organisée ce 14 juin par Etika, en association avec d'autres organisations, dont Luxembourg under Destruction. Le professeur Manuel Aalbers, de l'université de Louvain, et Antoine Pacoud, du Liser, montreront que, partout dans le monde, le logement est, dans les grandes villes, peu à peu détourné de sa fonction sociale pour devenir un objet de spéculation aux mains de fonds d'investissement et de banques. D'un droit humain, le logement devient un actif financier comme un autre. L'un des objectifs de la conférence est de savoir si des acteurs du secteur de la finance établis au Luxembourg spéculent sur le marché local de l'immobilier ou s'ils se contentent, pour l'instant, de le faire dans d'autres centres urbains, comme Londres ou Berlin. La financiarisation de l'habitat se fait au détriment de logements abordables, les projets dans lesquels investissent les marchés financiers poussant à la gentrification des villes, un phénomène particulièrement flagrant à Luxembourg. « Ce qui est sacrifié dans cette logique, c'est le patrimoine architectural, voire l'identité historique de l'espace urbain », note également Etika. La conférence aura lieu mercredi 14 juin à 18h30 au Sang a Klang (1, rue des Trois Glands, 1629 Luxembourg). Manuel Aalbers donnera sa conférence en anglais. Elle sera suivie d'un débat en français. L'entrée est gratuite.

Immer Ärger mit Zebrastreifen

(ja) – Am vergangenen Montag veröffentlichte das Zentrum für Urban Gerechtigkeet (ZUG) sein neustes Projekt. Wieder haben die Aktivist*innen sich Problemen mit Zebrastreifen in Luxemburg-Stadt angenommen. Diesmal zeigt eine Onlinekarte Eingänge von Tempo-30-Zonen in der Hauptstadt, an denen Zebrastreifen fehlen oder inkorrekt aufgemalt sind. Laut staatlichen Richtlinien müssen Eingänge von 30km/h-Zonen, die von einer Staatsstraße abzweigen, mit einem Fußgänger*innenüberweg mit rotem Hintergrund versehen sein. Die Analyse des ZUG zeigt jedoch: In der Hauptstadt fehlt der rote Hintergrund in mindestens 131 Fällen und in 108 Fällen gibt es überhaupt keinen Zebrastreifen, obwohl dieser vorhanden sein müsste. Ohne die roten Bodenmarkierungen bemerkten Autofahrer*innen möglicherweise nicht, dass sie in eine Tempo-30-Zone einfahren, gibt der Vorsitzende des ZUG, Federico Gentile, zu bedenken: „Dies macht das Überqueren der Straße für Fußgänger nicht nur gefährlich und unangenehm, sondern entmutigt auch generell, sich zu Fuß in der Stadt fortzubewegen!“ Bereits 2021 hatte das ZUG die Stadt Luxemburg auf unsichere Zebrastreifen aufmerksam gemacht. Eine Verbesserung dieser Situation gibt es bis heute nicht.

Nachhaltigkeits-Check: Méco will Nachbesserung

(lm) – Werden die Wahlprogramme für Oktober einen Punkt weniger im Umweltbereich enthalten? Die Forderung eines Nachhaltigkeits-Checks, seit 2013 in Partei- und Koalitionsprogrammen enthalten, hat sich erübrigt (über seine Einführung wurde in der woxx 1735 berichtet). Vergangene Woche hat auch der Mouvement écologique reagiert und begrüßt in einer Pressemitteilung, dass der Check bei jedem Gesetzestext erstellt und veröffentlicht werden muss. Leider habe aber im Vorfeld der Einführung kein Austausch zwischen der Regierung und der Zivilgesellschaft stattgefunden. Als „zentrale Schwachstelle“ sieht der Méco die großen Spielräume beim Ausfüllen des Nachhaltigkeits-Formulars, mit allgemein gehaltenen Fragen wie „Führt das Projekt zu Verbesserungen im genannten Bereich?“ Bei der Landesplanung, wo die Zielvorgabe lautet „planifier et coordonner l'utilisation du territoire“, könne man gespannt sein, so der Méco, „was die Autor*innen beim Gesetzesprojekt zu einem neuen Straßenprojekt schreiben“. Außerdem lieferten die Vorlagen ausschließlich positive Formulierungen, statt anzuregen, auch nach negativen Folgen für die Nachhaltigkeit zu suchen. Es bestehe Nachbesserungsbedarf, um den Check mit „klaren und zwingenden Indikatoren“ zu versehen. Der Méco befürchtet, das Formular könne auf eine „reine Alibi-prozedur“ hinauslaufen, und fordert von der neuen Regierung, nach ersten Erfahrungen bei der Erstellung des Checks eine Auswertung und gegebenenfalls Nachbesserung vorzunehmen. Ein entsprechender Vorschlag solle bitte schön in die neuen Wahlprogramme aufgenommen werden.